

la troisième mission canadienne établie en Afrique francophone, les deux autres se trouvant au Cameroun et à Léopoldville, au Congo.

Le développement de nos relations avec l'Afrique se poursuivra au cours des deux prochaines années. Nous comptons pouvoir annoncer sous peu l'établissement d'un autre poste, s'ajoutant à celui de Dakar, et ouvrir par la suite quatre autres postes d'ici deux ans. La rapidité avec laquelle nous pourrions exécuter ce programme dépend, cela va de soi, des disponibilités administratives et aussi de la possibilité d'accélérer le recrutement d'un personnel bilingue compétent qui pourra jouer un rôle efficace dans cette partie du monde et refléter le caractère bilingue et biculturel de la société canadienne. Voilà un aspect particulièrement important de nos plans actuels.

Ce développement terminé, nous comptons avoir treize missions diplomatiques et une mission commerciale en Afrique. Cinq d'entre elles seront dans des pays d'expression française, cinq autres dans des pays indépendants du Commonwealth et les quatre dernières dans d'autres pays. De plus, grâce à des accréditations multiples auprès de pays voisins, nous serons en mesure de charger le personnel de ces missions de veiller aux divers intérêts canadiens presque partout en Afrique.

Relations avec le monde francophone

... L'intérêt que nous portons aux États africains d'expression française va de pair avec cette autre partie très importante de notre politique extérieure que sont nos relations avec le monde francophone en général et avec la France en particulier. Notre intérêt primordial, pour autant que les programmes d'aide sont en cause, réside dans les besoins des pays intéressés en voie de développement, mais nous sommes heureux lorsque la coopération économique peut rejoindre ou même renforcer les intérêts politiques et culturels, qu'il s'agisse des anciennes colonies françaises ou des pays du Commonwealth. La France, en effet, poursuit en Afrique un très vaste programme économique et culturel, et nous sommes heureux de pouvoir consulter les Français sur la façon de rattacher nos efforts aux leurs.

Peu de temps après la déclaration faite en novembre 1963, le gouvernement a adopté des mesures importantes pour favoriser dans tous les domaines le resserrement des relations avec la France. La visite que le premier ministre et moi-même avons faite au président de Gaulle et à ses ministres au début de l'année 1964 a inauguré, j'en suis sûr, une nouvelle ère dans ces relations. Les entrevues entre le président et le premier ministre non seulement ont été un encouragement pour l'avenir mais ont fourni depuis lors le cadre de nombreuses consultations à tous les échelons et dans des domaines variés.

Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de consulter M. Couve de Murville en quatre occasions, et j'ai trouvé que ces rencontres avaient une grande importance pour nos deux pays. Nous nous attendons d'avoir bientôt des consultations économiques à un niveau élevé. Il y a seulement quelques jours, nous avons eu le plaisir de recevoir des parlementaires français à Ottawa avant leur voyage dans plusieurs régions du Canada. Il se créera des liens durables entre eux et leurs collègues canadiens.